

POINT DE VUE

« Simili-journaliste » : portrait médiatique d'un adversaire politique

*S'adressant aux journalistes à l'occasion de ses vœux à la presse, Emmanuel Macron a célébré l'importance de leur rôle. Mais en insistant sur la déontologie de ce métier pour l'opposer aux autres contributeurs de la sphère publique, il a construit une démarcation qui délégitimise non seulement ceux-ci mais aussi les journalistes engagés. Par **Laurent Thiong-Kay***



SplitShire - Pixabay

Quatre ans plus tard, les vœux à la presse d'Emmanuel Macron restent brûlants d'actualité¹. Face aux représentants des grands médias de la presse écrite et audiovisuelle, le Président de la République s'inquiète d'un journalisme pris en étau entre « *la concurrence déloyale, non seulement des plateformes* », et celle de citoyens aux pratiques « *simili journalistiques* », qui

« *depuis [leur] téléphone portable peu[vent] se considérer comme journaliste[s]* ». Dans cet article, nous souhaitons analyser cette allocution qui désigne les adversaires du journalisme. Un discours qui tente d'en fixer la norme de bon exercice, voire d'en redéfinir les conditions d'existence.

Le journalisme contre ses nouveaux entrants et ses challengers

Pour le Chef de l'État, le journalisme est « *un métier plus que jamais* » et « *l'information est une affaire de professionnels* ». Évoquant « *ce qu'une profession édicte pour elle-même et se*

¹ Ce discours du 15 janvier 2020 est consultable sur le site de l'Élysée : www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/01/16/voeux-du-president-de-la-republique-a-la-presse.

donne comme règles et ce qu'elle peut ensuite opposer aux autres », Emmanuel Macron appelle le journalisme à se saisir du problème de la concurrence précédemment nommée... au risque de ne pouvoir « *tenir dans la durée* ». Pour exhorter ses interlocuteurs du jour, le discours présidentiel prend clairement des accents bourdieusiens. Rappelons en effet que pour Pierre Bourdieu, le champ (notamment journalistique) est un espace social caractérisé par des lois et des croyances spécifiques. Ce que le Chef de l'État semble vouloir mobiliser ici, c'est alors sa « *force d'auto-immunisation aux menaces extérieures : lorsque (les) agents [du champ] sentent son équilibre menacé, ils réfractent ses contraintes externes de façon à les rendre compatibles avec [sa] logique spécifique* » (Smith, 2015). Ici, peu importe que la professionnalisation du journalisme ne se soit jamais totalement réalisée (Neveu, 2009). L'objectif d'Emmanuel Macron est d'encourager son auditoire « professionnel » à radicaliser l'éthique du « métier » pour s'instituer contre les espaces sociaux avec lesquels il partage le registre de la médiatisation (Ruellan, 2011). La stratégie ne manque pas d'habileté. Elle s'engouffre dans la faille de la rivalité qui caractérise les journalistes et les autres acteurs de la sphère médiatique que l'on trouve notamment en ligne (réseaux socionumériques et *pure-players* d'informations). Avec le temps, de véritables identités médiatiques y ont émergé, s'y sont stabilisées. Ces dispositifs socio-techniques éditoriaux peuvent ainsi fonctionner comme des espaces de compensation (Ferron et al., 2015) pour celles et ceux qui se trouvent à la périphérie du champ journalistique. Lesquels sont désormais légions : youtubeurs décryptant l'actualité, « automédias » filmant caméra au poing l'intérieur des manifestations, contributeurs aux sites de journalisme participatif. Mais l'on trouve aussi des aspirants journalistes et reporters (titulaires ou non de la carte de presse) dont la pratique pour le coup « professionnelle » est adossée à certains engagements politiques en faveur des mouvements sociaux progressis-

tes (Thiong-Kay et Smyrnaio, 2023). Ces derniers sont d'ailleurs plus implicitement visés par le discours du Chef de l'État.

Le journalisme contre certains de ses journalistes

En effet, malgré une vague référence au journalisme « *contre-pouvoir* » Emmanuel Macron dépeint surtout l'activité journalistique comme l'indispensable médiation qui « *informe d'une part et [fait] vivre [d'autre part] des événements* ». Pour ce faire, le journalisme « *[met] en scène les grands débats qui traversent la société [...] en dévoilant leur complexité* ». Sa profession « *repose sur une certaine idée de la vérité* ». Le Chef de l'État convoque ici Habermas, en rappelant

La mention consensuelle de cette fonction du journalisme se veut également persuasive.

le fondement démocratique de l'activité journalistique. Mais la mention consensuelle de cette fonction du journalisme se veut également persuasive. De nouveau, elle vise à piquer la déontologie de son auditoire. En effet, les mentions faites à la « vérité » et à la « complexité » mobilisent l'attachement des professionnels à la neutralité-objectivité journalistique. Or il est important de rappeler que cet horizon normatif (Arquembourg, 2011) débouche souvent une convergence de fond entre les contenus journalistiques et les discours de communication politique et publique. Autrement dit, les médias ont tendance à produire « *un cadrage dépolitisant qui peut prendre des formes différentes : désidéologisation, déconflictualisation, naturalisation, focalisation sur les agents plutôt que sur les structures, personnalisation des institutions et des idées, absence de mise en perspective historique, recherche de responsables plutôt que d'explications plus structurales, etc.* » (Nollet et Schotté, 2004). Face à cette information qui contribue à la « *(re)production de l'idéologie dominante* » (Bourdieu et Boltanski, 1976), la critique altermondialiste des médias, à la fin des années 1990, s'est déclinée en actes dans de célèbres initiatives automédiatiques, comme Indymedia. Au sein du champ journalistique

lui-même, de nos jours, cette critique reste vive et sert de justification aux entreprises de presse assumant leur inscription éditoriale dans le champ de la contestation politique et sociale. Des médias qui ne considèrent pas « *qu'il y a[it] d'abord une violence qui s'est installée dans la rue* » ou qui ne perçoivent pas Notre-Dame-des-Landes, les manifestations contre la loi Travail ou le mouvement des Gilets jaunes comme le résultat du « *nihilisme [qui] peut saisir certains de nos concitoyens et la dilution, en quelque sorte de tous les rapports au réel ou à l'ordre des choses* ». Contrairement à l'identitarisme (Corcuff, 2021) et aux cadrages stigmatisants (chômeurs, précaires, migrants) des chaînes d'information en continu, ce journalisme engagé pose manifestement problème au Président.

Le pouvoir du journalisme, vraiment ?

Pour conclure, si l'on souscrit au diagnostic d'Emmanuel Macron sur la prolifération des *fake news*, cristallisation d'une « *société du commentaire, du cloisonnement de la décontextualisation, de la décorrélation des faits réels* », on se demande toutefois comment

*À l'ère de
l'anthropocène,
ce n'est pas
une couverture
journalistique
acritique de l'action
publique qui a le
vent en poupe.*

le journalisme pourrait faire mieux, malgré ses nombreuses cellules de *fact-checking* (Nicey, 2022). À l'ère de l'anthropocène, ce n'est pas une couverture journalistique acritique de l'action publique qui a le vent en poupe, comme le prouve l'important succès des jeunes journalistes engagés pour le climat, tels que Paloma Moritz, Salomé Saqué, Hugo Travers ou encore Hugo Clément. À l'heure de l'éclatement des espaces d'expression en ligne et d'une défiance tenace vis-à-vis de la

presse instituée, ce n'est pas aux journalistes de décréter la supériorité de leurs supports et productions. Dans ce contexte, l'incantation politique à l'autorégulation du journalisme paraît au mieux désinvolte, au pire dérisoire. ■

Laurent Thiong-Kay est maître de conférences à Sciences Po Lyon.